

Brières-les-Scellés

Union sacrée contre les licenciements chez Faurecia

A PRES le choc, les réunions de crise. Le député-maire UMP d'Etampes, les délégués CFDT, CGC, CGT, le président PS du conseil général de l'Essonne, Michel Berson, et le président de la chambre de commerce et d'industrie, Gérard Huot, ont été reçus, hier, au secrétariat d'Etat chargé de l'Industrie. Le but de cette entrevue aux allures d'union sacrée : sommer l'Etat de faire quelque chose contre le plan de suppression d'emplois de l'équipementier automobile Faurecia. Hasard du calendrier ou pas, le secrétariat a annoncé le même jour que « des états généraux de l'automobile » se tiendraient le 20 janvier, réunissant l'ensemble des acteurs du secteur.

« Nous avons redit que nous ne voulions pas du plan social. S'il est lancé tel quel, c'est la mort annoncée du centre de recherche », martèle Franck Marlin, à l'issue de la réunion qui a duré deux heures. Faurecia a annoncé à la mi-décembre la suppression de 1 215 emplois en 2009-2011. Le site essonien de Brières-les-Scellés sera le plus touché, avec 405 emplois en moins. Et, surtout, une amputation du poumon créatif : les services recherche et développement, où devaient se concevoir les sièges auto du futur, perdront plus de la moitié de leurs effectifs.

Pour les syndicats, pas de doute : une telle décision revient à condamner, à terme, l'ensemble du

site. Selon Franck Marlin, qui dénonce « la mauvaise volonté de la direction », la plupart de la R&D sera délocalisée en Allemagne, à Stadt Hagen. Nicolas Sarkozy, en annonçant le 23 décembre son plan d'aide à l'industrie automobile française, avait pourtant exigé des contreparties de la part des constructeurs, comme de ne pas délocaliser leur production à l'étranger. « Sans cocorico, il y a un savoir-faire français à défendre. L'Etat doit intervenir dans les meilleurs délais, il existe des moyens de pression », répète le député-maire, qui va encore tenter d'alerter le gouvernement en posant, le plus tôt possible, une question d'actualité à l'Assemblée.

CAMILLE SAYART

MERCREDI 7 JANVIER 2009

© Le Parisien